

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 19/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SA ALPHAGLASS

3 place de la gare
60960 Feuquières

Références :

H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\ALPHAGLASS_Arques_070.04138\2_Inspections\2024 07 10 Légionelle
Code AIOT : 0007004138

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2024 dans l'établissement SA ALPHAGLASS implanté ZI du Hocquet Rue du Général de Gaulle 62510 Arques. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA ALPHAGLASS
- ZI du Hocquet Rue du Général de Gaulle 62510 Arques
- Code AIOT : 0007004138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALPHAGLASS, implantée à Arques (62510), fait partie du groupe SAVERGLASS, dont le siège social est à Feuquières (60960). L'usine d'Arques est spécialisée dans la fabrication haut de gamme de bouteilles en verre.

Les activités d'Alphaglass sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral du 10 février 2017.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | Personne référente et formation des personnes en charge de la tour | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 | Sans objet |
| 2 | Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1. | Sans objet |
| 3 | Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b. | Sans objet |
| 4 | Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d | Sans objet |
| 5 | Nettoyage préventif annuel | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c. | Sans objet |
| 6 | Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1. | Sans objet |
| 7 | Stockage des produits biocides et autres. | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9 | Sans objet |
| 8 | résultats d'analyses réglementaires des concentrations en Lp | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 10/07/2024, l'exploitant a été considéré conforme aux différents points de contrôle, portant sur le respect de l'arrêté ministériel du 14/12/2013. Toutefois, les remarques suivantes ont été émises afin d'améliorer la prévention du risque légionelle :

1. Dans l'AMR, recherche d'actions préventives pour les risques résiduels à surveiller,
2. Indiquer dans la fiche de stratégie de traitement la justification du choix des dosages des différents produits chimiques mis en œuvre dans le traitement des TARs, dans un délai de 3 mois,
3. Il est demandé à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, d'approfondir sa procédure LM-MCE-479 « arrêt immédiat sur dépassement du seuil de prolifération légionelle » afin de prendre en compte l'ensemble des conséquences d'un arrêt d'une ou de l'ensemble des tours du site sur la sécurité et sur l'outil de production, et de préciser les mesures compensatoires prises ainsi que le délai requis à leur mise en place,
4. Si l'exploitant conserve en mesure compensatoires pour palier l'arrêt prolongé d'une ou des TARs, la location de TAR supplémentaire, il lui est demandé de rédiger un porter-à-connaissance auprès de Monsieur le Préfet sous un délai de 3 mois,
5. Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de respecter le délai de 30 jours pour la déclaration à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; • les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; • les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés. Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend : • les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; |

- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Constats :

Les personnes référentes des TARs sont indiquées dans l'analyse méthodique des risques (AMR) et dans le carnet de suivi des TARs. Les documents ont été présentés lors de la visite.

Deux personnes sont désignées propriétaires des TARs par l'exploitant :

- le Responsable maintenance,
- le Responsable de la cellule mécanique.

Deux techniciens non référents désignés, interviennent sur les tours pour la partie suivi des installations.

Par ailleurs, l'exploitant indique que du personnel de maintenance posté ou d'astreinte permet de garantir la continuité de la surveillance des tours les week-ends et jours fériés. Une astreinte est prévue avec le prestataire traitement des eaux des tours pour assister le personnel en cas de besoin.

L'exploitant forme l'ensemble de ses salariés intervenants ou susceptibles d'intervenir sur les tours auprès d'un organisme agréé. La formation choisie s'appelle « connaître et prévenir le risque légionellose sur les TARs ». L'exploitant indique que la formation est dispensée sur 1 journée ou sur 2 jours, s'il s'agit d'une session de recyclage ou une session initiale. Le programme de formation a été présenté.

L'exploitant présente son tableau de suivi des formations légionelles du personnel. Lors d'un premier sondage la validité des dates de formation sont vérifiées :

- les 2 personnes référentes des TARs, ont une validité de formation jusqu'en 2027,
- un agent de maintenance posté, a une validité de formation jusqu'en 2027,
- la Responsable QHSE, a une validité de formation jusqu'en 2026.

Les attestations de formations ont été présentées.

L'exploitant contrôle les formations des sous-traitants intervenants sur les TARs listés dans le tableau 4 de l'AMR :

- sous-traitant entretien des TARs et suivi du traitement de l'eau, il a une validité de formation jusqu'en 2029,
- sous-traitant prélèvement et analyse légionelle, il a une validité de formation jusqu'en 2028.

Les attestations de formation des sous-traitants ont également été présentées.

Un second sondage est effectué afin de vérifier si la personne indiquée comme sous-traitant prélèvement et analyse légionelle est bien celle mentionnée dans le rapport d'analyse légionelle de juin 2024, il y a bien correspondance du nom indiqué dans le rapport et l'AMR. Par ailleurs, lors de la visite terrain nous avons rencontré le sous-traitant entretien des TARs et suivi du traitement de l'eau, il y a bien cohérence avec le tableau 4 de l'AMR.

L'inspection des installations classées considère l'exploitant conforme à l'article 23 de l'arrêté

ministériel du 14/12/2013.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de

planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté son AMR révisée en date du 15/04/2024.

Une attention particulière a été portée sur :

- Le schéma de principe des TARs, l'exploitant a présenté le PID contenu dans l'AMR. Il indique que les TARs ont un circuit primaire en commun, dans lequel circule l'eau à refroidir. Les tours sont positionnées en parallèle à ce circuit primaire. L'eau de ce circuit primaire est refroidie via l'échangeur par un circuit secondaire spécifique à chaque tour. Ce sont ces circuits secondaires qui sont à risques légionelles.
- La méthodologie d'analyse de criticité est explicitée dans l'AMR, il en résulte 4 niveaux :
 1. Risque résiduel faible les mesures préventives déjà en place sont suffisantes, maintenir les actions en cours ;
 2. Risque résiduel à surveiller les mesures préventives déjà en place semblent suffisantes, surveiller la conformité des résultats d'analyses et rester vigilant. Si actions possibles, à engager à moyen terme ;
 3. Risque résiduel significatif des mesures préventives ou correctives doivent être appliquées, actions à engager à court terme ;
 4. Risque résiduel très important des mesures préventives ou correctives doivent être appliquées immédiatement, action à engager dans les plus brefs délais.

L'analyse présente 36 risques résiduels faibles et 3 risques résiduels à surveiller. Les risques résiduels à surveiller n'ont pas de mesures compensatoires associées. Dans un souci d'amélioration continue du système, il est proposé à l'exploitant d'affiner ses actions. En effet, les risques résiduels très importants et les risques résiduels significatifs étant traités, il serait intéressant de réfléchir à des actions préventives visant à supprimer ou atténuer les risques résiduels à surveiller.

Les points critiques liés à la conception de l'installation sont présentés, un seul bras mort a été identifié par l'exploitant. Ce bras mort est en amont des tours, il s'agit d'un bypass permettant au besoin de changer le compteur d'eau du canal. La procédure hebdomadaire de la purge du bras mort a été présentée lors de la visite.

Par ailleurs, la présence de flore interférente a été détectée lors de l'analyse legionella pneumophila de novembre 2023. Cette dérive a été prise en compte lors de la mise à jour d'avril 2024 de l'AMR dans l'évaluation du facteur de risque 16 « appoint d'eau ». Les mesures compensatoires mises en place y sont indiquées.

L'exploitant est considéré conforme à l'article 26.I.1 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Remarque 1 : Dans le cadre d'une amélioration continue de l'AMR, l'inspection encourage l'exploitant à rechercher des actions préventives pour les risques résiduels à surveiller.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation |
| Prescription contrôlée : b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant. Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR. Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien. Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> . La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées. Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière. Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> . |
| Constats : |
| Lors de la visite, le plan d'entretien et de surveillance, ainsi que la fiche de stratégie de traitement (FST) ont été présentés : |

- plan d'entretien, document interne au site indiquant les contrôles chimiques et mécaniques effectués pour l'entretien des tours.
- plan de surveillance, document rédigé par le sous-traitant en charge de l'entretien et du suivi du traitement de l'eau des TARs. Ce plan liste les indicateurs de suivi permettant la maîtrise des traitements chimiques mis en œuvres dans les tours. Un indicateur de dérive de la légionella pneumophila est bien présent. Des seuils d'alerte y sont indiqués pour chaque indicateur et les actions associées à mettre en œuvre lors d'un dépassement de seuils y sont stipulées.
- la fiche stratégie de traitement (FST) est également rédigée par le sous-traitant en charge de l'entretien et du suivi du traitement de l'eau des TARs. La FST reprend les caractéristiques des tours et de leur eau d'appoint, ainsi que les produits chimiques mise en œuvre dans le traitement de l'eau. L'exploitant ne sait pas justifier du choix des dosages des différents produits chimiques mis en œuvre dans ses tours.

Les documents présentés apparaissent conformes, néanmoins l'exploitant doit s'approprier la FST. La FST doit être un outil de contrôle pour l'exploitant. L'inspection demande à l'exploitant de se rapprocher de son prestataire et de justifier du choix des dosages dans le traitement chimique des TARs.

L'inspection considère l'exploitant conforme à l'article 26.I.1.b de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Remarque 2 : Il est demandé à l'exploitant de justifier, dans un délai de 3 mois, du choix des dosages des différents produits chimiques mis en œuvre dans le traitement des TARs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila.

La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).

L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.

Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.

| |
|--|
| <p>Constats :</p> |
| <p>Lors de la phase de préparation de l'inspection du 17/06/2024, il a été constaté l'absence des déclarations légionelles auprès de l'inspection des installations classées pour les périodes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • décembre 2023 • avril 2024 • mai 2024 <p>La veille de l'inspection, il a été constaté que les déclarations 2024 ont été transmises et qu'elles sont conformes à la norme NF T90-431. L'exploitant connaît la fréquence d'analyse réglementaire des concentrations en legionella pneumophila pour son site.</p> <p>L'exploitant a présenté les bulletins d'analyses en legionella pneumophila réalisées en 2024, l'inspection constate que la fréquence mensuelle d'analyse est bien respectée.</p> <p>Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de justifier l'absence de déclaration de décembre 2023. L'exploitant indique qu'il s'agit d'un oubli et il présente le bulletin d'analyse légionelle conforme à la norme NF T90-431 pour le mois de décembre 2023. L'exploitant précise qu'il complètera cette déclaration oubliée auprès de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant de déclarer ses analyses en legionella pneumophila auprès de l'inspection des installations classées dans les délais impartis par la réglementation.</p> <p>L'exploitant est considéré conforme à l'article 26.I.3.d de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Nettoyage préventif annuel

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Nettoyage préventif de l'installation</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p> <p>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en</p> |

| |
|--|
| <p>informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires.</p> <p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.</p> <p>Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le dernier nettoyage annuel des TARs a eu lieu en mars 2024 par un prestataire du sous-traitant de l'entretien et du suivi du traitement de l'eau des TARs. Le rapport a été présenté lors de l'inspection par l'exploitant. Des photos justifient de l'état des parties des tours avant et après le nettoyage. Ce dernier apparaît correctement réalisé. Le rapport indique la présence de bâche sur les tours lors du nettoyage pour sécuriser la zone d'éventuelles émissions d'aérosols.</p> <p>L'inspection considère l'exploitant conforme à l'article 26.I.2.c de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT & IMPORTANT - TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE - DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ».</p> <p>Ce document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les coordonnées de l'installation ; - la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; - la date du prélèvement ; - les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. <p>En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.</p> <p>Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.</p> |

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article.

Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

f) Dans les six mois qui suivent l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.

Constats :

Lors de l'inspection les procédures suivantes ont été présentées par l'exploitant :

- LM-MCE-481 « traitement d'urgence contre les légionelles sur les TAR »
- LM-MCE-480 « arrêt des installations de refroidissement »

- LM-MCE-479 « arrêt immédiat sur dépassement du seuil de prolifération légionelle »
- MP-HSE-098 (gestion des dépassements)

Il a été constaté que des procédures sont existantes pour décrire la gestion du site lors des

dépassements de légionella pneumophila :

- supérieur à 100 000 UFC/L
- compris entre 1 000 et 100 000 UFC/L
- présence de flore interférente

La procédure LM-MCE-479 « arrêt immédiat sur dépassement du seuil de prolifération légionelle » indique qu'en cas de dépassement supérieur à 100 000 UFC/L, un arrêt des tours est prévu. Elle ne précise pas si cet arrêt est compatible avec la sécurité du site et des outils de production.

L'exploitant précise avoir signé un accord avec une société extérieure le 25 mai 2020 pour la mise en place de TARs en location afin de palier le besoin en refroidissement du site, si une ou des TARs devraient être arrêtées, suite à la remarque similaire lors de l'inspection du 26/05/2020. Cette action n'est pas indiquée dans la procédure d'arrêt immédiat et les délais de mise en place ne sont pas indiqués.

Par ailleurs, il est rappelé à l'exploitant que la mise en place de nouvelles TARs, y compris en location, doit faire l'objet d'un porter-à-connaissance auprès de Monsieur le Préfet et que l'ensemble des prescriptions de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 leurs seront applicables. La mise en service de ces tours devra être actée par retour favorable de l'instruction du porter-à-connaissance. Le porter-à-connaissance peut d'ores et déjà être rédigé. La réduction de la tirée verrière en attendant la remise en service de la dispersion est également une solution envisageable.

Il est demandé à l'exploitant d'approfondir sa procédure LM-MCE-479 « arrêt immédiat sur dépassement du seuil de prolifération légionelle » afin de prendre en compte l'ensemble des conséquences d'un arrêt d'une ou de l'ensemble des tours du site sur la sécurité et sur l'outil de production, et de préciser les mesures compensatoires prises ainsi que le délai requis à leur mise en place.

L'exploitant est considéré conforme à l'article 26.II.1 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Remarque 3 : Il est demandé à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, d'approfondir sa procédure LM-MCE-479 « arrêt immédiat sur dépassement du seuil de prolifération légionelle » afin de prendre en compte l'ensemble des conséquences d'un arrêt d'une ou de l'ensemble des tours du site sur la sécurité et sur l'outil de production, et de préciser les mesures compensatoires prises ainsi que le délai requis à leur mise en place.

Remarque 4 : Si l'exploitant conserve en mesure compensatoire, pour palier l'arrêt prolongé d'une ou des TARs, la location de TAR supplémentaire, il lui est demandé de rédiger un porter-à-connaissance auprès de Monsieur le Préfet dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage des produits biocides et autres.

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions |
| Prescription contrôlée : État des stocks de produits dangereux. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. |
| Constats : Lors de la visite terrain, il a été constaté que : <ul style="list-style-type: none">• la zone de stockage des produits chimiques est propre,• les produits sont stockés dans des fûts/cuves ou bidons tous étiquetés des pictogrammes de danger du produit,• Les produits sont placés sur rétention, l'exploitant indique que l'état des bacs de rétentions est contrôlé tous les 6 mois par la maintenance et enregistré dans la GMAO. Une étiquette indiquant la date de passage est apposée sur le bac. Le dernier contrôle du bac de rétention du produit anti-corrosion date du 23/04/2024,• Les fiches de données sécurité des produits sont disponibles à proximité des produits et sur le réseau informatique du site,• Les équipements de protection individuels sont disponibles à proximité des produits, notamment des gants et des visières.• Dans la zone des TARs, il est indiqué sur la porte du local prélèvement de porter le masque FFP3 à l'intérieur du local. Il n'y a pas d'indication de port du masque FFP3 à l'extérieur. L'exploitant indique que l'intervention de toute entreprise extérieure fait l'objet d'un plan de prévention et que la consigne de porter le masque FFP3 au voisinage des tours y est définie. Concernant les intervenants internes ce point est vu en formation. L'inspection précise à l'exploitant que l'exposition aux aérosols se fait à l'extérieur, au voisinage des TARs et non lors du prélèvement d'eau dans un bâtiment fermé. Il est demandé à l'exploitant d'indiquer la consigne du port de masque FFP3 obligatoire au voisinage des TARs. Une photo présentant la mise en place d'un affichage du port de masque FFP3 obligatoire au voisinage des TARs et précisant le risque légionelle a été envoyée à l'inspection le 16/07/2024. L'inspection considère l'exploitant conforme à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : résultats d'analyses réglementaires des concentrations en Lp

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation |
| Prescription contrôlée : e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants. |
| Constats : Suite à l'inspection, il a été constaté que la déclaration en legionelle pneumophila de décembre 2023 a bien été adressée à l'inspection des installations classées conformément aux constats effectués au point 4. L'exploitant est considéré conforme à l'article 26.I.3.e de l'arrêté ministériel du 14/12/2013. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Remarque 5</u> : il est rappelé à l'exploitant la nécessité de respecter le délai de 30 jours pour la déclarations à l'inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |